

La Banque mondiale constate l'impact des actions du PDC2V



Dans le cadre de sa mission de suivi et d'évaluation des projets financés en Côte d'Ivoire, une délégation de la Banque mondiale, conduite par Lisandro Martin, Directeur du Outcome Department, accompagnée du Coordonnateur du Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Vivrières (PDC2V), Comoé Bernard, a effectué une visite de terrain à la ferme Poly-Élevages Millan, située dans le quartier Sokoura à Aboisso.

RENFORCEMENT DU CHEPTEL NATIONAL

Le Burkina Faso va recevoir des vaches gestantes brésiliennes



PÊCHE ET AQUACULTURE

Le Ghana et la Chine renforcent leur coopération



Le Ghana et la Chine renforcent leur coopération dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, selon une note du Ministère ghanéen de la Pêche et de l'Aquaculture (MoFA).

ÉLEVAGE d'Afrique **INFO**

Pour l'élevage, la pêche et les chaînes de valeur

N°073 du Mercredi 28 Jan. au Mardi 03 Fév. 2025 - Prix: 500 Fcfa

Hebdomadaire

APRÈS SA RECONDUCTION DANS LE GOUVERNEMENT



Sidi Tiémoko Touré :

**« Cette confiance
m'oblige à redoubler
d'engagement... »**

CÔTE D'IVOIRE

Le MIRAHA veut positionner les interprofessions comme piliers de la souveraineté alimentaire

Le Ministre des Ressources Animales et Halieutiques de Côte d'Ivoire, Sidi Tiémoko Touré, a accordé une audience à l'Association française Rom Selection, jeudi 22 janvier 2026 à Abidjan.

Cette rencontre s'inscrit dans l'objectif stratégique de positionner les interprofessions comme des piliers majeurs de la souveraineté alimentaire nationale. « L'association Rom Selection a réaffirmé sa disponibilité à accompagner le Ministère à travers la mise en œuvre de programmes de formation technique et managériale destinés aux dirigeants d'interprofessions, ainsi que par le déploiement d'outils de suivi-évaluation adaptés », a indiqué M. Touré. Le patron du MIRAHA a indiqué qu'une convergence entre expertise génétique et structuration professionnelle constitue une étape significative dans le



processus de modernisation de l'élevage national. Sidi Touré a saisi l'occasion pour évoquer l'importance de la structuration des interprofessions nécessaires à la stabilisation des marchés. « J'ai souligné l'importance stratégique de la structuration des interprofessions, que je consi-

dère comme un levier essentiel pour une organisation efficace et durable des filières animales et halieutiques. Une telle structuration est indispensable à la stabilisation des marchés, à l'amélioration de la qualité des produits et à la garantie d'une rémunération juste et équitable des

producteurs », a fait le Ministre ivoirien des Ressources animales et halieutiques. L'Association ROM Sélection (Races Ovines des Massifs - Sélection) est un organisme de sélection agréé en France, dédié à la gestion, l'amélioration et la promotion des races ovines rustiques des

massifs montagneux. Elle travaille à la valorisation de la génétique de ces races (rusticité, prolificité) pour adapter les troupeaux aux systèmes d'élevage de montagne et aux attentes des filières viande. L'Association ROM Sélection a pour missions principales de définir des objectifs de sélection, tenir le livre généalogique, contrôler les performances (morphologie, productivité) et diffuser des progrès génétiques. Elle réunit des éleveurs, des organisations de producteurs et des partenaires techniques (organismes de contrôle) pour gérer la variabilité génétique. L'Association ROM Sélection travaille étroitement avec l'US ROM (Unité de Sélection des Races Ovines des Massifs) pour la gestion des béliers et la production de semence, ainsi qu'avec la SAS ROM pour la commercialisation.

Par
André SELFOUR

PÊCHE ET AQUACULTURE

Le Ghana et la Chine renforcent leur coopération

Le Ghana et la Chine renforcent leur coopération dans le domaine de la pêche et de l'aquaculture, selon une note du Ministère ghanéen de la Pêche et de l'Aquaculture (MoFA).

La Ministre de la Pêche et de l'Aquaculture du Ghana, l'honorable Emelia Arthur, a dirigé à cet effet une rencontre de haut niveau à Pékin, à laquelle a pris part le secrétaire du groupe de direction du Parti communiste chinois par ailleurs Ministre de l'Agriculture et des Affaires rurales (MARA). Les deux parties ont paraphé un accord à l'issue d'une rencontre à Pékin. Ce partenariat vise à améliorer la sécurité alimentaire, la création d'emplois et la croissance durable de l'économie bleue. La réunion a fourni une plateforme stratégique permettant au Ghana de présenter un cadre global de partenariat



de pêche entre le Ghana et la Chine. Ce document décrit la vision du pays pour un secteur de la pêche et de l'aquaculture durable, résilient et prêt à investir, qui soutient le développement national tout en protégeant les écosystèmes aquatiques. La Ministre Emelia Arthur, qui dirige

le programme de transformation de la pêche au Ghana, a souligné que la pêche et l'aquaculture restent au cœur du programme de sécurité alimentaire et de transformation économique du Ghana. Elle a indiqué que le poisson contribue à plus de 60 pour cent de l'apport en protéines ani-

males du pays et soutient des millions de moyens de subsistance tout au long de la chaîne de valeur. La Ministre ghanéenne a réitéré l'engagement du gouvernement à repositionner le secteur grâce à une gestion fondée sur la science, à l'expansion de l'aquaculture, à la valeur ajoutée

et à des partenariats internationaux stratégiques. Selon elle, « l'avenir de l'approvisionnement en poisson du Ghana réside dans le développement d'une aquaculture responsable soutenu par la technologie, les investissements et une solide collaboration institutionnelle », ajoutant que son pays est prêt à s'associer à la Chine pour débloquer une croissance à grande échelle dans la chaîne de valeur de la pêche. La ministre a également souligné les vastes richesses naturelles du Ghana, notamment le lac Volta de 8 502 km² – le plus grand lac artificiel du monde – actuellement utilisé à moins de cinq pour cent, présentant d'importantes opportunités pour l'expansion de l'aquaculture, en particulier la production de tilapia dans des conditions d'eau favorables toute l'année.

Par MYNA

BURKINA FASO / RENFORCEMENT DU CHEPTEL NATIONAL

Le pays va recevoir des vaches gestantes brésiliennes

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Eau et des Ressources animales et halieutiques (MARAH) du Burkina Faso, à travers le Centre de promotion de l'aviculture et de multiplication des animaux performants (CPAMAP), a présenté aux éleveurs des régions de Nando et du Bankui, l'opération d'acquisition de vaches gestantes d'origine brésilienne destinées à accroître significativement la production de lait et de viande, du 13 au 17 janvier 2026.

La rencontre d'échanges et d'information, animée par l'ingénieur d'élevage Inoussa Savadogo, s'inscrit dans la dynamique de l'Offensive agropastorale et halieutique

2023-2025, pilier du plan opérationnel pour la souveraineté alimentaire et la création d'emplois décents dans le secteur agropastoral. Ces rencontres avaient pour objectif d'informer, de sensibiliser et de mobiliser l'ensemble des parties prenantes. Producteurs individuels, sociétés coopératives d'éleveurs, autorités locales et services techniques ont été édifiés sur les modalités techniques, administratives et financières d'acquisition des animaux. Les participants ont également été informés sur les races concernées, leurs performances laitières et bouchères, ainsi que sur les exigences spécifiques en matière de conduite d'élevage, d'alimentation et de suivi sanitaire. Au total, 710 vaches gestantes, composées des races Guzéra, Gir, Holstein,



Girolando et Nelore, sont concernées par l'opération. Les races à vocation laitière affichent des productions moyennes allant de 15 à 40 litres de lait par jour. Quant à la race Nelore, exclusivement destinée à la production de viande, elle peut atteindre un poids de 1 100 kg à l'âge

de cinq ans. Au-delà de l'information, ces rencontres ont permis de clarifier les responsabilités de chaque acteur, condition essentielle à la réussite de l'opération. Les critères de sélection des bénéficiaires, fondés sur des bases techniques, organisationnelles et socioéconomiques, ont été présentés afin d'assurer une répartition

équitable et efficiente des vaches gestantes à travers les différentes régions. En misant sur l'amélioration génétique du cheptel et l'accompagnement des acteurs, le Burkina Faso pose ainsi les jalons d'un élevage plus productif, plus résilient et résolument tourné vers la souveraineté alimentaire.

Par Sandrine KOUADJO

CÔTE D'IVOIRE / FOIRE DE LA TABASKI 2026

Le District d'Abidjan et l'OIA Gros mettent en garde les marchés annexes

L'Organisation Interprofessionnelle Agricole de Gros Ruminants de Côte d'Ivoire (OIA GRCI), conduite par son Président du Conseil d'Administration, Issaka Sawadogo, a procédé au lancement officiel de la Foire de la Tabaski 2026, le jeudi 15 janvier, au marché à bétail d'Anyama.



Cette rencontre visait à présenter les opportunités et les avantages du marché ivoirien aux acteurs de la filière bétail, tout en rassurant les populations sur la disponibilité des bovins en prélude à la célébration de l'Aïd el-Kébir 2026. Initiée par le District Autonome d'Abidjan, la rencontre a permis à Issaka Sawadogo d'exposer les dispositions mises en place pour une meilleure organisation de la Tabaski 2026. Il a, à cette occasion, invité les marchands exerçant dans les marchés annexes à regagner le marché à bétail d'Anyama, seul site officiellement habi-

lité pour la vente de bétail dans le District Autonome d'Abidjan. « Nous avons convoqué les acteurs au marché à bétail d'Anyama pour faire passer un message clair : cette année, il n'y aura pas de marchés annexes. Le District invite donc les marchands exerçant ailleurs à se conformer aux dispositions prévues, en retournant sur le site habilité », a-t-il déclaré. Représentant le District Autonome d'Abidjan, le Professeur Goran Modeste est revenu sur les raisons ayant motivé l'ouverture exceptionnelle des marchés annexes lors de la Tabaski 2025. « L'année dernière, les marchés annexes avaient été ouverts à titre ex-

ceptionnel pour faciliter l'approvisionnement des populations en moutons et en bœufs à l'approche de l'Aïd el-Kébir. Le parc à bétail, nouvellement ouvert, n'était pas encore suffisamment connu des acheteurs. Par ailleurs, 2025 étant une année électorale, cette mesure s'imposait », a-t-il expliqué. La rencontre a également servi de cadre d'échanges entre les autorités du District et les acteurs de la filière bétail. Ces derniers ont soulevé plusieurs préoccupations, notamment liées aux taxes imposées aux importateurs et à l'insécurité des marchands et de leurs bêtes.

Par A. SANGARÉ

SANTÉ ANIMALE

Le Sénégal lance sa campagne nationale de vaccination de son Cheptel 2026

La commune de Keur Momar SARR a abrité le lancement officiel de la Campagne nationale de Vaccination du Cheptel 2026, couplé à celui de la Coopérative agricole communautaire de Keur Momar SARR, SYER et THIEP, sous la présidence de Dr Mabouba Diagne, Ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage, jeudi 22 janvier 2026. Ce double événement, selon le Service de Communication du Ministère, marque une étape majeure dans la mise en œuvre des politiques publiques en faveur de la santé animale, de la sécurité alimentaire et de la transformation structurelle de l'élevage. Pilier de la souveraineté alimentaire, la vaccination du cheptel protège le capital animal national contre des maladies prioritaires telles que la peste des petits ruminants, la péripneumonie contagieuse bovine, la dermatose nodulaire contagieuse, la peste équine et la maladie de Newcastle, tout en contribuant à la lutte contre les zoonoses et à la protection de la santé publique. Pour la campagne 2026-2027, l'État du Sénégal ambitionne de vacciner plus de 12 millions de têtes, avec un budget d'1 milliard de FCFA, en synergie avec les partenaires techniques et financiers. Le secteur de l'élevage, qui représente près de 28 % de la valeur ajoutée agricole nationale, demeure un levier stratégique pour la résilience économique et sociale des territoires ruraux. Le lancement de la Coopérative agricole communautaire, d'une superficie de 500 hectares, constitue le second pilier de cette journée. Appuyée par la FAO à hauteur de 250 000 dollars. Le Ministre a réitéré la détermination du Gouvernement, sous l'impulsion du Président FAYE et du Premier Ministre Ousmane SONKO, à faire de Keur Momar SARR un hub stratégique de transformation de l'élevage, en cohérence avec la vision Sénégal 2050.

Par Aristide KOFFI

BIEN-ÊTRE ANIMAL

La DSVBA dévoile un bilan 2025 marqué par des avancées

La santé animale en Côte d'Ivoire reste un défi majeur pour la sécurité alimentaire des populations. L'Eta ivoirien à travers la DSVBA, amplifie les actions à cet effet.



La Direction des Services Vétérinaires et du Bien-Être Animal (DSVBA), structure technique du Ministère des Ressources Animales et Halieutiques (MIRAH), a tenu les 8 et 9 janvier 2026 à Jacqueline sa réunion annuelle de bilan. Cette rencontre stratégique avait pour objectif principal de présenter les résultats des activités menées en 2025, mais aussi de dévoiler les actions futures, notamment la planification opérationnelle et budgétaire de l'année 2026. L'analyse détaillée des actions menées au cours de l'année écoulée a permis de mettre en évidence les performances réalisées, les

acquis majeurs et les contraintes rencontrées. En matière de sécurité sanitaire des aliments, le directeur s'est félicité du positionnement de la Côte d'Ivoire comme premier port thonier d'Afrique, un statut étroitement lié à la qualité sanitaire des produits halieutiques exportés. Un acquis qui, selon lui, appelle à davantage de rigueur et de performance de la part des services vétérinaires. Représentant le Ministre des Res-

sources Animales et Halieutiques, Sidi Tiémoko Touré, la conseillère technique Hadja Fadiga Haïda Diarrassouba a salué l'engagement constant des services vétérinaires au service de la santé animale, de la sécurité sanitaire des aliments d'origine animale et de la santé publique. Elle a souligné le caractère stratégique de cette réunion bilan, qui s'inscrit dans la dynamique de redevabilité, de gouvernance axée sur les

résultats et d'amélioration continue de l'action publique impulsée par le gouvernement sous l'autorité du Président de la République, Alassane Ouattara.

Selon elle, l'année 2025 a été marquée par d'importants défis sanitaires, organisationnels et institutionnels, mais aussi par des avancées notables dans la mise en œuvre de la stratégie nationale de renforcement de la santé publique vétérinaire. Ces progrès s'inscrivent plus largement dans la politique nationale de développement de l'élevage, de la pêche et de l'aquaculture. « À travers les actions menées par la DSVBA, notamment en matière de prévention et de contrôle des maladies

animales, de renforcement de la biosécurité, de sécurité sanitaire des denrées animales et d'origine animale, de bien-être animal et de renforcement des capacités des acteurs, notre pays a consolidé son dispositif de veille et de réponse face aux risques zoonosaires et sanitaires », a-t-elle déclaré.

À l'issue de cette rencontre, les participants ont été invités à faire preuve de franchise, de collaboration et de professionnalisme afin de renforcer l'efficacité du service public vétérinaire et de garantir durablement la protection de la santé des populations.

Par
Aristide KOFFI

BURKINA FASO / BÉTAIL-VIANDE

Le pays investit près de 3 milliards FCFA pour moderniser la filière à Banfora

L'État burkinabè renforce la modernisation de la filière bétail-viande avec la construction d'un abattoir moderne à Banfora, dans la région des Tannounyan (ex-Cascades), Selon le faso.net. Le Ministre d'État, chargé de l'Agriculture, de l'Eau et des Ressources animales et halieutiques du Burkina Faso, le commandant Ismaël Sombié, a effectué, le lundi 19 janvier 2026, une visite de terrain sur le chantier de cette infrastructure jugée stratégique. Mobilisant un budget de 2,7 milliards de francs CFA, l'abattoir sera implanté sur une superficie de quatre hectares et réalisé dans un délai de 18 mois. Il sera doté d'unités d'abattage modernes, capables de traiter quotidiennement 50 bovins, 100 petits ruminants et 25 porcs. L'infrastructure intégrera également des équipements annexes conformes aux normes sanitaires internationales, notamment une lagune d'épuration, un incinérateur et des parcs



de stabulation spécialisés. L'initiative engagée par l'État dans la politique gouvernementale visant à structurer durablement la filière bétail-viande, à améliorer la qualité sanitaire des produits carnés et à valoriser les sous-produits de l'élevage. Il ambitionne également de générer de la valeur ajoutée au bénéfice des acteurs locaux, à travers la mise en place de l'Agence Faso Abattoir (AFA). À l'occasion de cette visite, le ministre d'État a exhorté les acteurs régionaux à faire preuve de

synergie, d'engagement et d'unité, soulignant que le développement de l'élevage constitue un levier stratégique de croissance économique et de sécurité alimentaire. À terme, trois abattoirs modernes seront construits à Banfora, Fada N'Gourma et Bobo-Dioulasso. Ce programme sera complété par la réhabilitation des abattoirs de Tenkodogo et de Dédougou, ainsi que par l'extension de l'abattoir de Pouytenga.

Par S.K

MALI / BÉTAIL ET VIANDE

Le Ministre Youba Ba encourage le festival Dibi



Le Ministre malien de l'Elevage et de la Pêche, Youba Ba, a reçu en audience, lundi 26 janvier 2026, les organisateurs du festival Dibi avec à sa tête la promotrice Aminata Bocoum. Cette visite au chef du département de l'Elevage et de la Pêche avait un seul but, remercier le Ministre Youba Ba et à travers lui, les plus Hautes Autorités de la Transition pour leur soutien. La promotrice du Festival Dibi s'est dite heureuse de l'appui de l'Etat malien à travers le Ministère de l'Elevage et de la Pêche, pour institutionnaliser l'évènement qui est à sa 11ème édition. Mme Aminata Bocoum a remercié le Ministre Youba Ba, pour avoir su rassembler tous les acteurs intervenants dans la filière bétail-viande autour de ce rendez-vous devenu au fil des années incontournable. Le Ministre Youba Ba s'est dit fier de cette initiative qui vise à valoriser les sous-secteurs de l'élevage et de la pêche au Mali et qui s'impose désormais comme « la plus grande fête de la gastronomie malienne et africaine ». Au-delà des aspects gastronomiques, le Ministre Youba Ba s'est réjoui de l'impact économique du festival avec plus de 200 stands gastronomiques et artisanaux. Ce qui valorise les filières agricoles, viande, poisson et volaille, a-t-il reconnu. Le Ministre de l'Elevage et de la Pêche a invité les initiateurs à persévérer davantage pour porter l'évènement sur le plan international. Le Ministre Youba Ba a reçu des mains de Madame Aminata Bocoum, une attestation de reconnaissance.

Par D. SANZAN

CÔTE D'IVOIRE / RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

Sidi Touré reconduit dans le gouvernement :

« Cette marque de confiance m'oblige à redoubler d'engagement... »

Sidi Tiémoko Touré, Ministre ivoirien des Ressources Animales et halieutiques, conserve son portefeuille ministériel à l'issue de la formation d'un nouveau gouvernement en Côte d'Ivoire. Une reconduction qui traduit une marque de confiance du Président Alassane Ouattara.

« Je tiens à exprimer ma profonde gratitude au Président de la République SEM Alassane Ouattara et au Premier Ministre, M. Beugré Mambé pour la confiance qu'ils me renouvellent à travers ma reconduction au poste de Ministre des Ressources Animales et Halieutiques. Cette marque de confiance m'honore et m'oblige à redoubler d'engagement au service de notre nation ». C'est en ces termes que Sidi Tiémoko Touré a réagi, vendredi 23 janvier 2026, via son compte facebook, quelques instants après l'annonce officielle des membres du gouvernement Mambé 2. De fait, cela fera bientôt 5 ans que le Ministre ivoirien des Ressources Animales et Halieutiques est en charge de ce département. Le 6 avril 2021, Sidi Touré était nommé, pour la première fois, à la tête du MIRAH, dans le gouvernement de Patrick Achi 1, avant d'être reconduit, le 20 avril 2022 dans l'équipe Patrick Achi 2. Le 17 octobre 2023, au regard de la qualité de son travail et de la confiance dont il jouit auprès du Président Alassane Ouattara, Sidi Touré est maintenu à la tête du département des Ressources animales et halieutiques dans l'équipe du Premier Ministre Robert Beugré Mambé. De 2023 à 2025, des observateurs notent que le MIRAH, avec Sidi Touré, a bénéficié d'importantes réformes d'envergure pour le développement du secteur. Le 23 janvier 2026, un nouveau gouvernement voit le jour après la reconduction à son poste de Robert Beugré Mambé. Selon les informations qui fusaient, aucun ministre de l'ancienne équipe Mambé 1 ne bénéficiait du profil de privilégié. Tous, disait-on, partait sur un pied d'égalité et ne devait leur sort qu'à leurs résultats. Partant de ce principe, toute nomination était marquée par le sceau de la confiance que placent le président de la République et son Premier ministre en la personnalité désignée. C'est bien le cas



de Sidi Tiémoko Touré, qui a conservé son portefeuille ministériel, bénéficiant ainsi de la confiance du Chef de l'Etat et du Chef du gouvernement.

« Renforcer durablement les ressources animales et halieutiques »

Selon bien d'observateurs, Sidi Touré a été reconduit dans le gouvernement du 23 janvier 2026 grâce au fruit de son travail. En effet, celui qui a participé aux gouvernements Gon Coulibaly, Ahmed Bakayoko, Achi

Patrick 1 et 2 et maintenant Beugré Mambé 1 et 2, a forcé l'admiration et la confiance du Président Alassane Ouattara, qui a décidé de continuer de travailler avec lui. Quid de sa conduite des programmes et projets et de ses réformes qui ont façonné positivement le secteur animal et halieutique en Côte d'Ivoire ? Sur cette question, il faut dire que Sidi Touré a réussi à communiquer à ses collaborateurs cette vision gouvernementale de faire de la Côte d'Ivoire un pays autosuffisant en protéines d'origine animale et halieutique. Du coup,

une équipe solidaire s'est mise en place pour la réalisation des 23 programmes contenus dans la Politique nationale de développement de l'élevage, la pêche et l'aquaculture (PONADEPA). Ces programmes, qui nécessitent un investissement de plus de 1000 milliards de F CFA, ont été promus auprès des partenaires nationaux et internationaux lors des différents Salons agropastoraux. Par ailleurs, les actions du Ministre Sidi Touré ont permis d'installer les Organisations Interprofessionnelles Agricoles (OIA) à la grande satisfaction

des acteurs du secteur. On le voit, le dynamisme insufflé par Sidi Tiémoko Touré au monde de l'élevage et de la pêche dans son pays, lui a valu la confiance renouvelée du chef de l'Etat. Depuis lors, collaborateurs et acteurs du secteur se réjouissent que l'aventure continue. « Je mesure pleinement la responsabilité qui m'est confiée et je m'y consacrerai avec loyauté, rigueur et dévouement. Avec l'appui des acteurs du secteur, je poursuivrai les réformes et actions visant à renforcer durablement les ressources animales et halieutiques », promet le Ministre ivoirien des Ressources animales et Halieutiques. Mardi 27 janvier 2026, lors de la reprise au MIRAH, le Ministre Sidi Touré a exprimé sa profonde gratitude à l'ensemble de ses collaborateurs pour leurs félicitations à l'occasion de sa reconduction au sein du gouvernement. Il a salué « leur engagement constant, leur loyauté exemplaire et leur sens élevé du service public ». Sidi Touré estime que les bons résultats obtenus au MIRAH sont, avant tout, l'aboutissement d'un travail collectif, fondé sur la discipline, la solidarité et le professionnalisme.

Par André SELFOUR

LA CÔTE D'IVOIRE,
PAYS À L'HONNEUR AU SIA 2026 DE PARIS
VOTRE JOURNAL AU CŒUR DE L'ÉVÈNEMENT

Retrouvez-nous au
Salon International de l'Agriculture
du 21 février au 01 mars 2026 !

CÔTE D'IVOIRE / SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

La Banque mondiale constate l'impact des actions du PDC2V

Dans le cadre de sa mission de suivi et d'évaluation des projets financés en Côte d'Ivoire, une délégation de la Banque mondiale, conduite par Lisandro Martin, Directeur du Outcome Department, accompagnée du Coordonnateur du Projet de Développement des Chaînes de Valeurs Vivrières (PDC2V), Comoé Bernard, a effectué une visite de terrain à la ferme Poly-Élevages Millan, située dans le quartier Sokoura à Aboisso. Bénéficiaire d'un fonds à coûts partagés d'un montant global de 263 920 000 FCFA, cette entreprise piscicole figure parmi les projets emblématiques soutenus par le PDC2V, un programme stratégique mis en œuvre avec l'appui de la Banque mondiale pour renforcer l'emploi des jeunes et la souveraineté alimentaire en Côte d'Ivoire. À l'issue de la visite, le chef de la délégation de la Banque mondiale s'est déclaré pleinement satisfait des résultats observés, notamment en matière d'employabilité des jeunes, de professionnalisation de la filière aquacole et de création de valeur ajoutée locale. Tout en relevant les défis persistants liés au financement des activités agricoles, Lisandro Martin a réaffirmé l'engagement de la Banque mondiale à accompagner l'État ivoirien dans l'atteinte de ses objectifs de souverai-



neté alimentaire, à travers des investissements structurants et durables.

Le PDC2V, un levier d'insertion et d'autonomisation

Pour Comoé Bernard, coordonnateur du PDC2V, l'expérience de la ferme Poly-Élevages illustre parfaitement la philosophie du projet. « *Ce que nous faisons répond à un double objectif : l'insertion des jeunes et la réduction de leur dépendance économique. Nous facilitons leur accès aux opportunités économiques tout en les responsabilisant à travers des mécanismes de financement innovants* », a-t-il expliqué. Le PDC2V repose sur un mécanisme de financement partagé, dans lequel le projet couvre 90 % de l'investisse-

ment (soit 237 528 000 FCFA), tandis que le bénéficiaire contribue à hauteur de 10 % (soit 26 392 000 FCFA). Un dispositif qui favorise l'appropriation des projets et leur pérennité. Les critères d'accès tiennent compte de l'âge, du genre selon les produits concernés, de l'expérience du promoteur dans la filière, mais surtout de la pertinence économique et technique du projet.

Poly-Élevages Millan, un modèle de réussite

Créée en 2016 par Millan Asiehue Augustin, pisciculteur depuis 2010, l'entreprise POLY-ÉLEVAGES est aujourd'hui spécialisée dans la production d'alevins monosexes de tilapia, la production de poissons marchands, ainsi que dans la fabrication de

protéines alternatives à base de mouches soldats noirs et d'asticots, destinées à la formulation d'aliments pour poissons. « *Cette visite est un tournant décisif. Elle permet de mesurer le chemin parcouru grâce à l'accompagnement du PDC2V et de se projeter vers l'avenir. C'est à la fois une satisfaction et une responsabilité* », a confié le promoteur. Conscient des attentes de la population, notamment en matière de sécurité alimentaire, M. Millan entend continuer à produire des protéines animales accessibles, tout en formant la relève. Installée sur une superficie de 5 hectares, dont 3,5 hectares en exploitation, la ferme disposait initialement de 12 étangs, 8 bassins bétonnés, un hangar de formation, un magasin de stockage, un dortoir pour les appre-

nants et une retenue d'eau. Grâce au financement du PDC2V, l'entreprise a pu acquérir 15 bacs hors-sol (12 de 18 m³ et 3 de 112 m³) ; construire un bâtiment dédié à la production de mouches soldats noirs ; réaliser une nouvelle retenue d'eau et 8 étangs supplémentaires ; réhabiliter 4 étangs existants ; construire un bâtiment administratif (en cours) ; acquérir un véhicule de liaison et un tricycle de livraison. Les impacts du financement du PDC2V sont significatifs : Production d'alevins : de 80 000-100 000 à plus de 200 000 tous les 45 jours ; Production de poissons marchands : de 1 tonne à 6 tonnes par an ; Production de larves de mouches soldats noirs : de 200 kg à 500 kg par semaine ; Formation : de 30-40 à environ 100 apprenants par an ; Chiffre d'affaires : de 110-120 millions à plus de 200 millions FCFA par an ; Emplois directs : de 6 à 12 employés, dont une majorité de femmes, en plus de 4 stagiaires. À travers la ferme Poly-Élevages Millan, le PDC2V et la Banque mondiale démontrent que l'agriculture moderne, innovante et bien encadrée peut être un puissant moteur d'emploi, de croissance inclusive et de sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire.

Par
NYNA

CÔTE D'IVOIRE

Des adolescents formés aux métiers de l'élevage

Le gouvernement ivoirien mène des actions concrètes en faveur des enfants et adolescents en difficultés. Pour faciliter leur insertion professionnelle, ces derniers ont été formés aux métiers de l'élevage.

Le centre de service civique et le centre de réinsertion des mineurs a accueilli, à en croire abidjan.net, des jeunes en rupture avec les valeurs sociales, qui ont bénéficié d'un encadrement structuré, axé sur la discipline, le res-

pect et la citoyenneté. Après deux mois de resocialisation, ils sont orientés vers des formations qualifiantes dans des domaines dont, l'élevage, afin de faciliter leur insertion professionnelle. « *Mes parents m'ont inscrit au centre de service civique pour m'aider à me recadrer sur le plan comportemental. Et comme je suis passionné de mécanique, j'ai choisi la filière BTP pour apprendre le métier* », explique Fidèle Otto, stagiaire volontaire, se confiant à abidjan.net. À proximité du centre de service civique, le centre de réinsertion des mineurs offre également une



nouvelle chance aux adolescents en détresse. Kassoum Tuo, ancien pensionnaire, y a appris la couture. Un métier qu'il exerce aujourd'hui et qui lui permet de subvenir à ses besoins. « *On ne nous a pas imposé de formation. Après le tronc commun, j'ai compris*

que la couture m'intéressait vraiment. J'ai donc choisi cette filière. À ma sortie du centre, j'ai rapidement intégré un atelier pour poursuivre mon apprentissage. Aujourd'hui, je suis couturier et j'arrive à me prendre en charge. La tenue que je

porte, je l'ai cousue moi-même », confie-t-il avec fierté. Comme à Bouaké, des centres de service civique et des centres de réinsertion des mineurs sont implantés sur l'ensemble du territoire national. À travers ces actions, le gouvernement réaffirme son engagement à accompagner les enfants en difficulté et à leur ouvrir des voies d'insertion durables, pour une société plus inclusive. Selon le bilan gouvernemental 2011-2025, 55 496 jeunes ont bénéficié des dispositifs de Service Civique en Côte d'Ivoire en 2025.

Par A. NAKADO

AVICULTURE

Le poulet brésilien en hausse Afrique

La viande de poulet est l'une des principales sources de protéines animales dans les habitudes alimentaires en Afrique. Alors que la plupart des pays du continent doivent importer pour combler leur déficit de production, l'origine brésilienne gagne de plus en plus de terrain.



965 699 tonnes. C'est le volume total de viande de poulet importé par les pays africains en provenance du Brésil sur l'ensemble de l'année 2024, selon le rapport annuel 2025 de l'Association brésilienne des protéines animales (ABPA). Ce stock est en hausse de 18,25 % d'une année sur l'autre, et confirme la place de plus en plus significative que prend le poulet brésilien dans les assiettes des consommateurs sur le continent.

Une croissance de 74 % depuis 2020

Alors que les expéditions brésiliennes de viande de poulet vers l'Afrique s'élevaient à seulement 555 734 tonnes en 2020, elles sont passées à 662 323 tonnes en 2021 avant de grimper à 816 611

tonnes en 2023. Globalement, les importations africaines de poulet brésilien auront augmenté de 74 % en l'espace de 5 ans, avec un taux de croissance estimé à 14,81 % en moyenne par an sur la période considérée. Le succès de ce produit sur le continent est d'abord porté par l'Afrique du Sud, qui représente en effet le premier débouché pour les commerçants brésiliens depuis plusieurs années. En 2024 par exemple, la nation arc-en-ciel s'est procuré 325 409 tonnes de poulet, soit environ le tiers du stock total importé par l'Afrique. Elle est suivie par la Libye (10,34 %), le Ghana (9,74 %), l'Angola (9,11 %) et la République du Congo (4,98 %). Au total, la filière brésilienne

aura desservi 44 pays africains au titre de cette année-là.

Ghana et République du Congo : des moteurs de la hausse des importations

Deux pays d'Afrique subsaharienne se distinguent par une forte progression de leurs importations de poulet brésilien ces dernières années : le Ghana et la République du Congo. Au Ghana, le volume acheté en provenance du Brésil est passé de 15 268 tonnes en 2020 à 94 130 tonnes en 2024, soit une multiplication par six. Cette croissance rapide a propulsé le pays de la cinquième à la troisième position des clients africains de Brasília, souli-

gnant l'importance croissante de cette source d'approvisionnement sur le marché local. Quant à la République du Congo, ses importations de poulet brésilien ont plus que quadruplé, passant de 11 239 tonnes en 2020 à 48 170 tonnes en 2024. Alors que Brazzaville ne figurait auparavant pas parmi les débouchés majeurs pour l'industrie avicole brésilienne, elle s'affirme désormais comme un marché en pleine croissance. Ces évolutions traduisent la montée en puissance du poulet brésilien sur des marchés africains qui, jusqu'alors, étaient marginalisés dans la stratégie d'exportation du pays sud-américain.

Un ralentissement en 2025 ?

Si les statistiques d'exportations de l'année 2025 pour tous les pays africains ne sont pas encore disponibles, il est possible que la dynamique de croissance observée ralentisse. Il faut rappeler que le 15 mai, le Brésil a déclaré son premier cas de grippe aviaire dans un élevage commercial. Cette annonce avait suscité de vives inquiétudes au sein des pays clients. L'Afrique du Sud avait par exemple imposé une interdiction temporaire des importations depuis cette origine, alors que l'Angola avait opté pour une restriction. Il faut attendre la prochaine sortie du rapport annuel 2026 de l'ABPA pour voir dans quelle mesure cet épisode a affecté la filière brésilienne dans son commerce avec l'Afrique sur l'ensemble des 12 mois de l'année écoulée. Pour rappel, le continent africain représente le troisième débouché pour le poulet brésilien après l'Asie et le Moyen-Orient.

Source : Agence Ecofin

MALADIE ANIMALE

La peste porcine africaine refait surface en Corée du Sud

La Corée du Sud fait face à un nouveau foyer de peste porcine africaine (PPA), après environ deux mois sans cas confirmé.

L'épisode a été détecté, selon Africavet, dans une exploitation porcine de Gangneung, dans la province de Gangwon (approximativement 170 km à l'est de Séoul), déclenchant une riposte immédiate : abattage préventif d'environ 20 000 porcs, arrêt temporaire des activités et enquête épidémiologique.

Un signalement de mortalités, puis une confirmation en laboratoire

Selon les autorités provinciales, l'alerte est partie du signalement de décès de porcs dans l'élevage concerné. Les analyses menées le vendredi 16 janvier 2026 ont montré que 29 porcs sur 32 retrouvés morts étaient porteurs du virus. Le cas a ensuite été confirmé le samedi 17 janvier 2026, marquant le premier foyer national depuis novembre 2025 (dernier épisode rapporté à Dangjin, dans la province de South Chungcheong).

Abattage sanitaire et "standstill" de 48 heures

Pour réduire rapidement le risque de propagation, les autorités ont procédé à l'abattage de près de 20 000 porcs dans l'exploitation touchée. En parallèle, un standstill de 48 heures a été imposé aux élevages porcins de six villes et comtés voisins, afin de limiter les mouvements (animaux, véhicules, personnels) le temps de sécuriser la zone et de renforcer les contrôles.

Après avoir été informé du foyer, le Premier ministre Kim Min-seok a exigé l'application stricte des mesures d'urgence (confinement, opérations d'abattage, restriction d'accès) et la conduite d'une enquête épidémiologique pour identifier l'origine de l'infection et prévenir de nouveaux foyers.

Pourquoi la PPA reste une menace majeure pour la filière porcine ?

La peste porcine africaine ne présente aucun danger pour l'être humain, mais elle est hautement contagieuse et généralement mortelle pour les porcs domestiques et les sangliers. Les autorités rappellent que le virus peut se disséminer via des objets et vecteurs indirects (aliments contaminés, chaussures, outils, véhicules), d'où l'importance des restrictions de mouvements et du renforcement de la biosécurité autour des foyers.

Source : Africavet

ÉLEVAGE
d'Afrique INFO

SOCIÉTÉ EDITRICE:

MOAHE COMMUNICATION
Tel: +225 27 22 23 87 66
Cel: +225 05 06 91 97 36

moahcommunication@gmail.com

SIÈGE SOCIAL:

Abidjan Cocody Angré 7è
Tranche îlot M 1001 logements

GÉRANT & DIRECTEUR

DE PUBLICATION:

Charles Lambert TRA BI
+225 07 07 87 98 43
+225 01 01 04 50 00

DIRECTEUR

DES RÉDACTIONS:

OUATTARA Dit Vali
+225 07 07 20 44 47

RÉDACTEUR EN CHEF:

André SELFOUR
+225 07 77 00 77 16

SERVICE COMMERCIAL:

+225 01 52 83 72 72

MAQUETTISTE:

Consty HENNEKA
hennekaco@gmail.com

RÉCÉPISSÉ DU PROCUREUR DE LA RÉPUBLIQUE:

N° 021 du 1er août 2024

TIRAGE: 1500 exemplaires

IMPRESSION:

HOODA GRAPHICS



MIRAH
Ministère des Ressources
Animales et Halieutiques



PROJET D'APPUI AUX ÉLEVAGES EN DÉVELOPPEMENT (PRO-EL DEVELOPPEMENT)

Ce projet a pour objectif d'améliorer la couverture des besoins nationaux en viande et produits animaux, tout en contribuant à l'autonomisation des jeunes, des femmes et des personnes vulnérables.

Coût: 2,728 milliards de FCFA

Durée: 5 ans